

Ce que nous voulons, c'est l'autonomie

*Contre la prétendue « souveraineté industrielle »
et le soutien des Verts à la multinationale STMicroelectronics*

En juillet 2022, Emmanuel Macron annonçait l'agrandissement du site de Crolles de la multinationale STMicroelectronics, qui produit des semi-conducteurs. Cette usine consomme déjà une quantité d'eau incroyable (11 000m³ par jour en 2021¹). Cette consommation, l'industriel veut encore l'augmenter, pour atteindre 33 600 m³ par jour²). Pendant ce temps, les canicules, sécheresses, incendies, restriction d'eau (y compris pour l'agriculture) s'enchaînent.



Il faut que ça cesse !

Alors, le 1er avril 2023, le collectif **StopMicro** a organisé une manifestation de 1000 personnes contre l'accaparement des ressources par les industriels de l'électronique, sous le mot d'ordre « *De l'eau, pas des puces !* ». Le parti écologiste EELV, qui était absent ce jour-là, a depuis pris position en soutien à STMicroelectronics au prétexte de la relocalisation et de la souveraineté. Dans cet article nous lui répondons, et posons des questions qui devraient, pensons-nous, interroger toute personne de sensibilité écologiste.

Contre la « souveraineté industrielle »

Alexandra Caron-Cusey (conseillère régionale Les Écologistes Région AURA) a expliqué dans un texte (ci-joint) pourquoi son parti soutient STMicroelectronics. Des propos qui font écho à ceux du maire de Grenoble Eric Piolle ou à ceux de Cyrielle Chatelain, présidente du groupe écologiste à l'Assemblée nationale³) : les élu-es isérois-es EELV semblent s'être accordé-es sur des éléments de langage lors d'une réunion d'urgence, suite à notre communiqué post-manif « Mais où étaient les Verts ? ». Dans son texte, Alexandra Caron-Cusey affirme qu'il faut défendre STMicro car celle-ci produit en Europe des produits consommés par les Européen-nes. Il faudrait donc, dans cette logique, « *travailler à notre souveraineté/autonomie* » et relocaliser « *en priorité des filières dites stratégiques* ».

Ah, « *relocaliser* » ! Le mot sonne doux aux oreilles du public de gauche et écolo. Il évoque de jolis potagers, des AMAP, des paysan-nes et boulanger-es. Mais ce n'est pas de cela dont il est question ici. STMicroelectronics est une entreprise franco-italienne cotée au CAC40. Son siège opérationnel se trouve en Suisse, tandis qu'elle paye ses impôts aux Pays-Bas, le quatrième paradis fiscal au monde. De plus, l'agrandissement de l'usine de Crolles se fait en association avec GlobalFoundries, dont le siège social est, lui, aux Îles Caïman (troisième au palmarès des paradis fiscaux), et détenue à 87,5 % par un fond d'investissement des Emirats⁴). Pour une souveraineté nationale, ça s'annonce plutôt bancal.

Mais EELV prétend relocaliser « *en priorité des filières dites stratégiques* ». Vous vous demandez ce que cela concerne ? Le gouvernement en donne la définition suivante : « *est stratégique ce qui assure la sécurité ou la continuité*

¹) Déclaration environnementale de ST Microelectronics, 2021.

²) Chiffres ST, cités par l'avis de la MRAE, février 2023.

³) Raül Guillen et Vincent Peyret, « Ces puces qui accaparent "l'or bleu" des Alpes », *Le monde diplomatique*, juin 2023.

⁴) « Les magouilles fiscales de STMicro », *Le Postillon* n°69, été 2023.

de la vie de la Nation en cas de crise brutale ». Plus précisément, « la défense nationale, notamment en lien avec la dissuasion nucléaire ; les activités de cybersécurité, l'industrie aéronautique ou encore l'industrie spatiale, qui contribuent à la défense nationale ; l'eau ; l'énergie ; les télécommunications ; le secteur agroalimentaire ; les produits pharmaceutiques et les dispositifs de santé »⁵⁾. L'eau et les dispositifs de santé figurent in extremis dans la liste de ce qui est jugé primordial pour le pays, mais la défense nationale arrive en tête. On comprend alors mieux la position de EELV quand on réalise que STMicroelectronics et Soitec sont identifiées comme des entreprises nécessaires à l'industrie militaire française. Et pas qu'elle: c'est ainsi qu'on a retrouvé des composants de ST dans des ... drones russes en guerre en Ukraine⁶⁾ !

Alors, quand Mme Caron-Cusey affirme que l'usine de Crolles permettrait d'« éviter des dépendances géopolitiques parfois éthiquement compromettantes », cela nous donne envie de rire. **Défendre l'extension de l'usine de Crolles pour des raisons éthiques est une pirouette rhétorique. Car ce sont de basses raisons économiques, géostratégiques et militaires qui guident ce choix.** Comme le rappelait récemment Le monde diplomatique, « les grandes puissances habillent souvent leurs ambitions stratégiques de considérations vertueuses à portée universelle : le droit des peuples, la défense de la liberté, la civilisation. Ces derniers temps, les valeurs de gauche sont volontiers mobilisées au service des objectifs stratégiques de l'Occident. »⁷⁾. La réindustrialisation n'a rien à voir avec un geste écolo ou éthique.

De plus, l'ouverture d'une usine locale de puces n'impliquera pas une relocalisation globale de la production des objets électroniques. Car outre les métaux et produits toxiques nécessaires au fonctionnement du site, les produits qui accueillent les plaquettes de Soitec et les puces de ST sont manufacturées partout à l'étranger: la fabrication n'est que le maillon d'une longue chaîne dispersée dans une multitude de pays. En réalité, la raison d'être de ces entreprises, a numérisation de la société, le renforcement de l'arsenal militaire et l'électrification des automobiles, augmente notre dépendance à l'égard d'autres pays, notamment ceux concentrant la majorité des composants stratégiques comme les terres rares. On est donc loin de « l'autonomie » défendue par Mme Caron-Cusey.

L'écologie de l'abstraction

Les Verts affirment donc qu'ils ne sont « pas pour l'arrêt de l'activité de ST Micro ». Et concernant l'agrandissement de l'usine ? Sur ce point, la position du parti « écologiste » reste extrêmement floue. Comme le dit le député EELV Julien Bayou à propos de FerroPem à Livet-et-Gavet : « Tout ce qu'on extrait dans cette usine en Isère, on ne l'importe pas du Xinjian en Chine où il y a des travaux forcés à l'égard des Ouïgours »⁸⁾. Et en effet, à l'heure actuelle la Chine produit 70 % du silicium métal mondial, et la production européenne de semi-conducteurs est bien loin de suffire aux besoins des européens : 20 % de la consommation mondiale contre 10 % de la production⁹⁾, ce qui rend l'Europe effectivement dépendante du marché mondial et de la division du travail que la production de semi-conducteurs implique (extraction du silicium, transformation en silicium métal, fabrication des plaquettes, puis retraitement des déchets électroniques¹⁰⁾). Les puces électroniques sont d'ailleurs le quatrième produit le plus échangé au monde, tandis que le Parlement européen rappelait en février qu'« une grande entreprise de semi-conducteurs peut s'appuyer sur pas moins de 16 000 fournisseurs hautement spécialisés situés dans différents pays »¹¹⁾. Heureusement, EELV a une solution : la « réindustrialisation verte ». Bienvenue dans le monde abstrait des Verts : rêvons un peu avec eux. Imaginons que l'intégralité du silicium soit extrait de nouvelles mines du Lot, de la Dordogne et de l'Allier¹²⁾. Imaginons que la transformation en silicium métal soit intégralement faite en Isère, par l'usine FerroPem par exemple. Et gardons en tête le contexte que rappelait Emmanuel Macron à Crolles : la consommation de semi-conducteurs va doubler d'ici 2030 et l'Europe compte multiplier par deux sa part de marché. Alors même dans cette nouvelle France minière (l'idéal de tout écologiste), ce seraient **4 fois plus** de puces que les industries européennes - ST en tête - devraient produire. Les Verts devraient donc être cohérents et réclamer l'agrandissement du site de Crolles pour répondre à nos besoins croissants en semi-conducteurs, euh pardon, pour lutter pour l'éthique et la vertu.

En réalité, l'usine de Crolles agrandie n'est pas vouée à remplacer une usine en Asie, mais à s'y ajouter. Et d'autant plus que capacités de gravure de STMicroelectronics ont 15 ans de retard sur ses concurrentes asiatiques TSMC ou Samsung, et que l'entreprise est incapable de rivaliser avec elles pour les marchés comme les téléphones ou

⁵⁾ Haut commissariat au Plan, « Produits vitaux et secteurs stratégiques : comment garantir notre indépendance ? », 18 décembre 2020.

⁶⁾ Jean-Benoît Vigny, « Des puces iséroises dans les armes russes », *Le Dauphiné Libéré*, 13 mai 2023. Voir aussi <https://obsarm.org>.

⁷⁾ Christophe Mott, « Les noces de la guerre et de la vertu », *Le monde diplomatique*, janvier 2023.

⁸⁾ BFMTV, 12 mai 2023.

⁹⁾ « Guerre technologique, 10 points sur les semi-conducteurs », *Le grand continent*, 8 novembre 2022.

¹⁰⁾ Pièces et main d'oeuvre, « Le cycle du silicium », 27 octobre 2021.

¹¹⁾ « L'Europe avance (doucement) « pour surmonter la pénurie de semi-conducteurs », *NextInpact*, 20 février 2023.

¹²⁾ Pièces et main d'oeuvre, « Le cycle du silicium », 27 octobre 2021.

les ordinateurs. C'est pourquoi, ses productions sont bien plutôt destinées à d'autres débouchés en croissance comme l'automobile connectée et les satellites, ainsi que pour la horde de nouveaux gadgets de l'Internet des Objets appelés à peupler les smart-city.¹³⁾

Tant que les écologistes n'auront pas une position claire réclamant moins de numérique, la prétendue « *relocalisation* » ne sera qu'un argument pour les industriels de l'électronique pour multiplier leurs nuisances et leurs profits, et poursuivre la fuite en avant technologique. Évidemment, EELV ne peut le formuler aussi explicitement au risque d'être mal vu par son électorat, au risque de nuire à l'attractivité de la région. D'où les grands mots utilisés par Mme Caron Cusey : « *souveraineté* », « *autonomie* », « *métabolisme territorial* », « *réflexion globale* », « *pensée des interdépendances* »... et même « *usages non humains* » bien évidemment, couplés à des solutions comme « *la sobriété de l'usage, la limitation nécessaire de l'impact, que ce soit par des innovations process, par le recyclage, etc.* ». Si l'on sort de l'abstraction de ces formules, nous voilà face à des impasses très concrètes : que peut signifier la « *limitation nécessaire de l'impact* » à propos d'un site Seveso seuil haut comme celui de Crolles ? L'entreprise ST elle-même rappelle que la fabrication de puces nécessite toujours « *d'importantes quantités d'énergie et [...] de nombreux matériaux, dont le silicium et Plaquettes de SiC [carbure de silicium], de GaN [nitride de gallium] et de verre, grilles de connexion, composés de moulage, boîtiers en céramique et produits chimiques, gaz et eau.* »¹⁴⁾, auxquelles il faut ajouter la bétonisation des terres agricoles. La fabrication de circuits imprimés est en outre nécessairement extrêmement polluante pour l'eau. Certes, ils peuvent faire des efforts sur la dépollution de l'eau, mais ces « *innovation process* » sont nécessairement très énergivores : les économies d'eau se payent en MégaWatt. Or, la consommation électrique de STMicro est aussi extrêmement problématique : déjà l'équivalent d'une ville de 230 000 habitant-es¹⁵⁾. Alors, avec ou sans bonnes intentions, on peut imaginer tous les « *innovations process* » possibles : doubler la production sans augmenter les nuisances relève de l'abstraction.

Besoin dead

On voit bien ici, illustré par l'absurde, que s'aligner sur les « *besoins stratégiques* » de la France, c'est adhérer – sans s'en rendre compte ? – à la « *fuite en avant* » dénoncée par ailleurs. Le mode de vie industriel nécessite des ressources qu'il est certes immoral d'aller chercher ailleurs, mais qu'il est fondamentalement *impossible* d'extraire de façon pérenne et éthique, où que ce soit.

Dans ce domaine comme dans bien d'autres, la solution a pour nom *sobriété*. Ce qui ne signifie pas seulement fermer le robinet quand on se brosse les dents, mais réévaluer notre mode de vie et ce que nous estimons nécessaire. Alors, quand EELV affirme être « *pour la relocalisation des productions dont nos sociétés ont besoin* », la question est de savoir de quoi avons-nous justement « *besoin* » : si l'eau est un effectivement un besoin, c'est parce que le fait d'y accéder relève d'une question de vie ou de mort. Il est préjudiciable d'utiliser le même terme de « *besoin* » pour qualifier la production de semi-conducteurs. EELV met sur le même plan un besoin vital et un besoin artificiel, brouillant la priorité du premier sur le second. « *Le déploiement progressif de la 5G, l'extension du télétravail et de l'école à distance ont entraîné une hausse des ventes d'ordinateurs. La demande est également stimulée par le secteur de l'intelligence artificielle et automobile* »¹⁶⁾ : cela ne relève ni de la nécessité ni de la fatalité mais de choix politiques dessinant certains modes de vie – des modes de vie connectés, c'est-à-dire industriels. **La numérisation de nos modes de vie, loin du fantasme de la dématérialisation, a un impact excessivement concret sur les milieux, les ressources, les êtres humains, les animaux et les végétaux, et c'est cet impact qui doit être pris pour ce qu'il est : mortifère.** À oublier cet ordre des priorités, à force de dire que l'électronique est un *besoin* et non un *choix*, on oublie que d'autres modes de vie, d'autres manières de se rapporter au monde, d'autres manières de s'organiser sont possibles. Lointaine est l'époque où les écologistes dénonçaient, comme René Dumont en 1974, « *la société de consommation* » et le « *productivisme* » : à présent les élu-es EELV réclament des approvisionnements stratégiques, reprenant à leur compte la logique et les éléments de langage qui nous mènent au désastre.

Arbitrage ou enfumage ?

Alexandra Caron-Cusey déplace le problème à la question de l'arbitrage de la ressource en eau : « *quel arbitrage démocratique pour une juste répartition entre tous les usages ?* ». Exprimons d'abord notre scepticisme quant aux « *consultations démocratiques* » dont on s'arrange pour que les conclusions n'aillent pas à l'encontre des intérêts

¹³⁾ « Grenoble : ST Microelectronics va mieux et vante son show-room », *France Bleu Isère*, 26 octobre 2018.

¹⁴⁾ *STMicroelectronics Annual Report 2022*.

¹⁵⁾ « Consommation par habitant et par ville d'électricité en France », mise à jour du 27 avril 2023, www.data.gouv.fr, cité par *Le monde diplomatique*, juin 2023.

¹⁶⁾ Mariem Brahim et Charaf Louhmedi, « Entre tensions et pénurie, les semi-conducteurs sont plus que jamais un enjeu économique et géopolitique », *La Tribune*, 3 mars 2022.

économiques, comme l'a montré la mascarade de la Convention citoyenne pour le climat.

Mais, plus profondément, cette question d'« *arbitrage* » masque l'essentiel du problème. EELV tente de tout concilier : alimenter un secteur industriel extrêmement demandeur en eau, et alimenter tous les besoins humains (celui de l'agriculture en premier lieu) et non-humains. Par cette conciliation, les Verts perpétuent la croyance en une ressource en eau illimitée (la même qu'ils dénoncent). Or, le problème qui s'impose à nous n'est pas celui de « *la répartition de la ressource* », mais de sa répartition à *l'époque de sa raréfaction*. C'est ce « détail » qui nous impose de faire des choix.

On ne peut pas soutenir l'agrandissement d'une usine qui consomme 11000 m3 d'eau potable par jour et affirmer en même temps : « l'heure est grave ». A moins de n'avoir aucune honte à soutenir des positions si contradictoires sur un sujet aussi préoccupant, et de remettre la question de la « *priorité des usages* » au moment où la « *pénurie* » a lieu, c'est-à-dire au milieu de l'été. Ne pas s'opposer explicitement à l'agrandissement de ST à notre époque revient à réclamer « des puces, pas de l'eau ! ».

Souveraineté ou autonomie ?

Alexandra Caron-Culsey confond les deux termes « *souveraineté/autonomie* », qui portent pourtant des visions radicalement différentes. Le souverain est celui qui ne connaît aucune autre puissance au-dessus de la sienne, il est l'autorité suprême impose ce dont il a besoin pour régner. La *souveraineté* renvoie donc à la conquête, à l'impérialisme, au choc des Titans, bref à la domination (ici économique) que nécessite tout pouvoir pour se maintenir. La notion d'*autonomie*, que nous défendons, renvoie au fait d'édicter ses propres normes: elle n'implique ni dépendance à une autorité supérieure, ni la conquête - c'est à dire qu'elle n'implique pas de rapports de domination. S'organiser sans conquête, cela revient à prendre en compte la limite de ce qui nous entoure, à penser l'autorégulation de nos besoins et de nos désirs, prendre en compte la finitude des ressources. Les deux termes ne sauraient donc être confondus puisqu'ils renvoient à deux manières radicalement différentes de se rapporter au pouvoir, donc aux êtres comme aux environnements.

Le premier perpétue le fantasme de puissance propre au capitalisme industriel. Le second nous semble esquisser une piste de sortie pour affronter les défis qui se posent à nous à l'heure du dérèglement climatique et de la sixième extinction de masse des espèces. C'est pourquoi nous plaillons pour une sortie de cette course mondiale à l'innovation mortifère (tout comme dans le domaine du nucléaire, où EELV, de par son histoire, continue à tenir des positions plus cohérentes¹⁷⁾). Nous ne voulons pas gérer les nuisances mais les supprimer, et la crise environnementale et climatique montre aujourd'hui que c'est la seule position raisonnable : le mode de vie industriel est condamné. Quant à la position « pragmatique » d'EELV sur les semi-conducteurs, en ces temps de tensions qui font craindre une Nouvelle guerre froide¹⁸⁾ elle nous semble tragiquement en phase avec la « fuite en avant » qui nous conduit droit dans le mur des limites planétaires.

Il nous semble qu'une approche écologiste cohérente impose, sur le dossier STMicro :

- 1/ de sortir des postures idéologiques d'adhésion automatique aux « impératifs » capitalistes, y compris ceux déguisés en choix éthiques.
- 2/ donc de refuser la participation de la région Rhône-Alpes Auvergne à la fuite en avant à l'innovation imposée par la mondialisation car « *quand on ne veut de nuisances nulle part ; il faut bien commencer exemplairement par les contester là où l'on est* »¹⁹⁾.
- 3/ par conséquent, de ne pas seulement dénoncer la hausse de la consommation d'eau de STMicro ou réclamer un meilleur « recyclage », mais de prendre une position publique claire contre l'agrandissement de l'usine STMicro de Crolles.

No puçaran !

Collectif StopMicro, 1er juin 2023

stopmicro@riseup.net - stopmicro38.noblogs.org

¹⁷⁾« Les écologistes résolument pour la sortie du nucléaire », communiqué du bureau fédéral d'EELV, 6 avril 2023.

¹⁸⁾ *National Geographic*, 25 mars 2022.

¹⁹⁾ Encyclopédie des nuisances, *Adresse à tous ceux qui ne veulent pas gérer les nuisances mais les supprimer*, Le monde à l'envers, 2021.